

Un an après les élections fédérales...



AGORA

L'attrance du fascisme russe

Réaction ► Dan Gallin déplore la publication de la chronique de Guy Mettan «Ukraine, deux ans après» dans *Le Courrier* du 30 août dernier.

DAN GALLIN*

L'URSS stalinienne disparue en 1991 et la Russie poutinienne d'aujourd'hui ont beaucoup de points communs, et aussi, évidemment, des différences. Une différence essentielle est la structure économique: l'URSS était dirigée par une bureaucratie qui collectivement contrôlait l'Etat et, par conséquent, l'économie étatisée. La Russie poutinienne est dirigée par la même bureaucratie, recyclée en classe dirigeante capitaliste oligarchique et mafieuse.

La bureaucratie maintenait son pouvoir en URSS et dans les pays du bloc soviétique par la terreur policière – le KGB – et par l'occupation militaire, aussi longtemps que c'était possible. Dans la Russie poutinienne, le pouvoir, exercé par les anciens du KGB, les *siloviki*, est maintenu de façon plus sournoise. Les opposants ont assassinés impunément, emprisonnés ou forcés à s'exiler. Leurs organisations sont marginalisées, brimées, réprimées, une à une.

L'URSS et la Russie actuelle ont des idéologies différentes. L'URSS tirait sa légitimité d'une révolution socialiste, alors même que ses dirigeants avaient tout fait pour détruire son contenu politique, y compris en exterminant les révolutionnaires qui l'avaient faite. L'idéologie de la Russie poutinienne est faite de fascisme (Ivan Ilyin), fantasmes eurasiens (Alexandre Douguine), de chauvinisme grand russe et de panslavisme, assorti de racisme et d'antisémitisme, d'exaltation d'un cléricisme obscurantiste. Cette idéologie de bric et de broc a un fil rouge: la mobilisation de tous les mythes et légendes réactionnaires pour asseoir la légitimité d'un régime autoritaire et de son chef.

Il n'est pas surprenant que Poutine, qui a déjà beaucoup d'amis dans l'extrême-droite européenne (Marine Le Pen, Geerd Wilders, Viktor Orban, etc., chez nous Köppel et Freysinger) a depuis quelques mois un nouvel ami: Donald Trump, candidat d'extrême-droite à la présidence américaine qui dit que l'OTAN n'a pas d'importance, et que si Poutine voulait se prendre les Pays baltes, en tant que président américain, il ne se verrait pas forcément obligé d'intervenir.

Ce que l'URSS et la Russie de Poutine ont en commun, c'est un vaste réseau de propagande chargé de répandre les mensonges et affabulations du régime, et de discréditer ses opposants. Le réseau international dont disposait l'URSS, c'étaient les partis communistes. Le poutinisme a mis en place un réseau de désinformation organisée relayée par des individus achetés ou volontaires. Aux Etats-Unis, le journaliste Robert Parry, cité par Guy Mettan comme «observateur avisé» («Ukraine, deux ans après», *Le Courrier* du 30 août 2016) est une pièce maîtresse de ce réseau.

C'est ainsi qu'on apprend qu'en Ukraine les nazis sont au pouvoir, que la révolution du Maidan était une conspiration américaine, que la Russie n'est pour rien dans la guerre entre les séparatistes dans l'Est de l'Ukraine et l'Etat ukrainien, que l'annexion de la Crimée s'est faite toute seule par la volonté de ses habitants, que l'avion MH17 a été abattu par les Ukrainiens (un chasseur? un missile? qui sait?), etc. etc.

Curieusement, aucun des partis fascistes ou d'extrême-droite en Europe ou ailleurs n'a manifesté la moindre solidarité avec «l'Ukraine fasciste» de la propagande poutinienne. Tous, sans exception, soutiennent Poutine. Il faut croire qu'ils sont incapables de reconnaître où se trouvent les vrais fascistes.

Le Comité pour la Protection des Journalistes inclut la Russie dans les dix premières nations où les journalistes sont assassinés impunément.

Qu'en pense le Club suisse de la Presse? La liberté de parole est une valeur sacrée. Chacun doit être libre de s'exprimer, y compris de raconter des insanités, et elle couvre aussi les mensonges d'Etat. Par contre, un journal d'opinion se doit d'avoir une politique, et n'est pas obligé de d'accueillir et de diffuser n'importe quoi. Sa responsabilité vis-à-vis de ses lecteurs est de veiller, au minimum, à ce que l'information soit propre.

* Président du Global Labour Institute (GLI), Genève.

Réponse de la rédaction: La liberté de parole est effectivement une valeur cruciale, puisqu'elle conditionne l'existence du débat démocratique. C'est à ce titre que *Le Courrier* accueille les chroniques de Guy Mettan. Dans ce cadre, ce dernier défend un avis qui va parfois à l'encontre d'une vision dominante de l'actualité, et qui ne reflète pas forcément les avis de la rédaction. La diversité des opinions participe aussi à la qualité des informations.

CHRONIQUES AVENTINES

Il y a quelques années de cela, au Théâtre du Loup, le metteur en scène Valentin Rossier proposait une version singulière de *l'Hamlet* de Shakespeare. Dans mon souvenir, la représentation était léchée, acculée dans une scénographie bi-frontale et traversée par une distribution convaincante. Un fait, cependant, allait durablement m'interroger: l'extrême réduction de la distribution – eu égard à la pièce-source qui compte près d'une trentaine de personnages (sans les figurants).

Il est heureux que nos artistes contemporains aient de l'audace, qu'ils se saisissent de la tradition en la disséquant, en la désossant pour jeter sur elle un regard neuf voire irrévérencieux.

Cela étant, le «démembrement» n'est ni la condition de la pertinence ni même celle de toute véritable novation; et pourtant, il semble devenu la norme: rares désormais sont les versions qui «respectent» le texte d'origine et assurent la distribution de tous les personnages.

auquel sont condamnées bien des indépendants ont pour conséquence ironique la disparition du peuple des planches.

S'est-on assez demandé pourquoi le théâtre de Shakespeare était si populaire en son temps et pourquoi s'essouffle, aujourd'hui, la démocratisation culturelle? Bien sûr, cela tient à la configuration spécifique de la société anglaise des XV^e et XVI^e siècles et aux innombrables évolutions (loisirs, médias, etc.) qui ont conduit à la nôtre.

Osons, toutefois, dresser un rapide parallèle entre l'évacuation de la «roture» de nos scènes et son absence dans les gradins.

Génie considérable, Shakespeare embrassait dans ses fresques non seulement des vignettes humaines d'une rare profondeur (comme en témoignent encore les deux régies citées) mais également de magistraux tableaux sociaux allant de la cour jusqu'aux bas-fonds interlopes.

Les luttes actuelles pour améliorer les conditions réservées à la culture entendent certes assurer le pain aux artistes. Mais l'enjeu n'est pas uniquement social; il est aussi politique.

Appréhender notre monde dans toute sa complexité, scruter ses élites, sa masse policée comme ses marges indociles, le saisir dans ses grandes largeurs est un enjeu démocratique.

L'art a pu cela de tous temps. Au cœur de la modernité, il dénonça la désaffiliation sociale en l'exhibant, fustigea les privilèges en peignant, par contraste, les embarras de la plèbe.

Inventant dans un même siècle le théâtre et la démocratie, la *mimésis* de nos actions et l'*isègoria* (le droit à la parole pour tous), l'Athènes classique fit du spectacle tragique comme de la participation

Le peuple des planches II

Je ne me souviens plus exactement du nombre des comédiens impliqués – encore moins de celui des personnages effectivement représentés; toutefois, l'effet le plus évident de cette réduction fut d'accuser une lecture psychologisante de l'œuvre: le trio de la mère, d'Hamlet (fils) et du roi Claudius (beau-père du protagoniste) devenait l'axe majeur de l'interprétation proposée.

Une telle lecture ne manque pas d'arguments; bien des psychanalystes ont puisé dans ce matériau pour sonder l'âme humaine.

Quelques années plus tôt, au Centre culturel neuchâtelois, Patrice de Montmollin et Eric Vial montaient une adaptation de *Macbeth* ne retenant que les interventions du sombre héros – parti pris qui, dans un même mouvement, soulignait la progression dudit caractère et incitait à en questionner l'hypothétique unité.



MATHIEU MENGhini*

Les raisons sont rarement dramaturgiques; elles tiennent le plus souvent à l'impossibilité pour bien des compagnies de financer une production complète. Alors on coupe dans le texte et on abandonne maintes figures aux

limbes de la coulisse. Qui fait les frais de cette saignée? Généralement, les servantes et serviteurs, les messagers, les artisans, tel soldat de la garde et bien des figurants.

L'évacuation de la «roture» de nos scènes et son absence dans les gradins

L'austérité attendue des institutions culturelles et l'ascétisme

* Historien et praticien de l'action culturelle (mathieu.menghini@hesge.ch).

La présente réflexion prolonge une chronique antérieure (lire «Le Peuple des planches I», *Le Courrier* du 19 août 2016, p. 2).